

REDÉPLOIEMENT DU SECTEUR PUBLIC La nouvelle configuration validée prochainement par le CPE

La nouvelle configuration du secteur public sera validée dans quelques jours par le Conseil des participations de l'Etat (CPE). La création d'un groupe d'engineering, la mise en place du système de qualité et de 6 centres techniques industriels (CTI) et le lancement de 26 études de positionnement d'entreprises sont en vue.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative du Centre de presse d'El Moudjahid, une table ronde consacrée à la place du secteur public dans la stratégie industrielle a réuni hier des consultants et des représentants du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI). L'occasion pour le directeur du développement industriel auprès du MIPI, Mohamed Ould Mohammedi, et un conseiller auprès du MIPI, Hassan Rafik Bouklia, d'expliquer le redéploiement du secteur public marchand. Celui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de relance et de développement industriels. Celle-ci est sous-tendue par une vision «forcément volontariste», une vision à moyen et long terme, un désengagement progressif de l'Etat, la poursuite du processus de privatisation et de partenariat, ainsi que le développement de grands groupes publics puissants. Selon le directeur du développement industriel, une nouvelle configuration du secteur public a été examinée par le Conseil des participations de l'Etat depuis l'année dernière. Le 16 février dernier, un groupe de travail a été chargé d'élaborer une nouvelle organisation des Sociétés de gestion des participations (SGP) et a finalisé ses travaux.

Création de 3 types de sociétés publiques

Ainsi, la nouvelle configuration sera validée prochainement par le CPE, selon Mohamed Ould Mohammedi qui a précisé que le nouveau schéma s'articule autour de trois nouvelles sociétés. Celles-ci sont les Sociétés économiques de développement (SED), à travers lesquelles l'Etat va accompagner le développement d'un certain nombre de secteurs industriels existants identifiés comme porteurs (ISMEE, sidérurgie, pétrochimie et engrais, matériaux de construction...) et de plusieurs grandes sociétés publiques, telles SNVI, SNTA, Air Algérie, Saidal..., non affiliées aux 27 SGP actuelles. Le nouveau schéma crée également les SPI ou sociétés de promotion industrielle, pour promouvoir le développement d'activités embryonnaires ou nouvelles dans les secteurs de l'industrie automobile, les technologies de l'information et la communication, la construction navale... Quant aux SPP ou sociétés de partenariat et de privatisation, elles sont appelées à poursuivre les missions dévolues actuellement aux SGP et relatives à la privatisation et au lancement de partenariats dans les secteurs non porteurs.

Vers le développement de l'engineering

Réagissant à l'intervention d'un consultant industriel, Réda Amrani, le directeur du développement industriel a relevé la nécessité de la dépénalisation de l'acte de gestion et un meilleur intéressement des managers et employés. Mohamed Ould Mohammedi a aussi relevé l'intérêt des pouvoirs publics pour la création d'un groupe d'engineering national. Cela dans la finalité de développer les capacités nationales de maîtrise d'œuvre de production et de maintenance et assister les entreprises dans le processus de mise à niveau dans son volet immatériel. Un aspect que l'Etat prendra en charge intégralement selon le conseiller auprès du MIPI, Rafik Hassan Bouklia.

Vers un nouveau système de qualité

Ce dernier a aussi fait état de la mise en place d'un système national de la qualité, qui prévoit, outre la réhabilitation des organismes (IANOR notamment), le développement de laboratoires de contrôle et la maîtrise de 1 500 paramètres analytiques. Le conseiller a relevé également la mise en place de 6 Centres techniques industriels (CTI) par filière (trois dans l'agroalimentaire, la datte et la production vinicole et trois dans les filières de l'électricité, l'électronique et le packaging). Par ailleurs, Rafik Bouklia a indiqué que 26 études de positionnement sont envisagées, en vue d'améliorer la compétitivité de certaines industries manufacturières, le textile et le cuir notamment. Des activités dont le potentiel de compétitivité reste problématique et qui pourront bénéficier d'un programme spécifique de mise à niveau.

C. B.

Le Gaouri Maillot et nos pieux bachaghas

Par Mohamed Benchicou

J'irai aujourd'hui sur la tombe d'Henri Maillot à bord d'une mémoire estropiée et je déraperais sur une pensée émue pour le procureur de Tiaret.

Je l'imagine quadragénaire épanoui, né après l'indépendance, dans un de ces hameaux qui portent encore les stigmates de l'humiliation coloniale, où les vieux retrouvent parfois le goût du calvaire ancien dans la galette noire, un de ces hameaux aujourd'hui désenclavés par la liberté et d'où il prit un jour le bus pour le lycée puis pour l'université.

Je l'imagine heureux de son savoir, fier de ses certitudes et insouciant de ses ignorances, riche de l'insolence des parvenus et dépouillé de curiosités sur le roman de sa propre vie, le destin miraculé d'un gamin du Sersou promis au servage sous l'occupant et devenu magistrat à Alger sous le drapeau de son pays libéré. Je l'imagine obsédé par la pacotille, étranger à son histoire et peut-être même à sa généalogie.

N'ayant jamais mis un visage sur son libérateur ni donné un nom à sa mère, la liberté, je l'imagine n'avoir jamais entendu parler de Djamila Boupacha, ni d'Ourida Meddad, mépriser autant les femmes que la galette noire, ignorer l'existence d'Henri Maillot, d'Alleg et d'Yveton et dédaigner autant les «kouffar» qu'il répugne à visiter son hameau.

C'est du haut de ses arrogances que l'ancien gamin du Sersou arraché au servage et devenu magistrat sous le drapeau étoilé eut à juger, un printemps de l'année 2008, sa compatriote Habiba Kouidri, nouvellement convertie au christianisme. Il fut ravi de ce que sa proie personnifiât ce qu'il avait appris à mépriser le plus : les femmes et les «kouffar».

Et cela lui inspira d'abord la raillerie grasse («A l'église, on t'a fait boire l'eau qui te mènera droit au paradis ?»), puis le cynisme : trois ans de prison pour outrage à l'Islam !

Oui, j'aurai aujourd'hui, sur le chemin qui mène à la tombe d'Henri Maillot, une pensée émue pour le gamin du Sersou déposé de sa noblesse par ceux qui ont mutilé notre histoire pour mieux la domestiquer. Il se croit fils d'une épopée, il n'est que l'orphelin d'une légende algérienne amputée de son humanisme, éclopé à jamais par la faute de ceux qui ont estropié sa mémoire de sa complexité.

Aurait-il parodié l'Eglise sous le fronton de la République s'il savait qu'un autre juge, comme lui, condamnait il y a un demi-siècle, au tribunal de Paris, un autre chrétien, l'abbé Davezies, pour avoir mis sa foi au service d'un engagement spirituel et physique avec le FLN ? Aurait-il raillé la foi de Habiba s'il savait que c'est, aussi, à cet

homme d'église devenu «chef des porteurs de valises» qu'il doit d'avoir été arraché au servage dans sa vallée du Sersou ?

Et qu'une foi en valant une autre, celle de l'abbé lui a fait répondre au juge parisien : «A la violence qui opprime et à celle qui libère, je choisis la seconde.»

Aurait-il raillé la femme Habiba s'il savait, lui le magistrat arrogant, qu'il n'est que l'enfant des adolescentes violées et des vierges insurgées, le gamin libéré par le sang des jouvencelles et des nymphes poseuses de bombes, de toutes ces pucelles, Hassiba, Djamila, Louisette et Ourida, qui ont cédé leurs vies pour que germent enfin des torches dans sa nuit des autres ?

Aurait-il parlé en vigile des ténèbres s'il savait le prix de sa propre lumière ?

Combien sont-ils, comme notre magistrat, à avoir grandi à l'ombre des faussaires de l'histoire, ceux qui l'ont mutilée pour mieux la domestiquer, ceux qui l'ont amputée de ses messages ou ceux qui l'ont estropiée de sa complexité ?

Et tout devient d'une si simple rhétorique : le bien et le mal, le «kaffer» et le croyant, le mâle et la femelle... «Toute histoire qui ne nourrit pas ou plus l'imaginaire, la pensée et l'intelligence des hommes, se condamne à périr dans l'obscurité et à laisser les hommes, tels des fantômes, orphelins de leurs filiations. Quand les hommes n'y trouvent pas les signes qui symbolisent leurs vies et les identifient comme citoyens de la cité, ils versent et se soumettent à d'autres puissances, celles du Ciel et à ses glaives. La menace est grande de passer d'une névrose de l'absence à une névrose de l'incantation délétère», nous dit Benamar Médiène.

Voilà que j'entends le juge de Tiaret suffoquer de colère à l'idée qu'on eût pu outrager l'Islam en choisissant une autre religion ! Mais se prévaloir de l'Islam n'est pas un gage de probité ! Le «kaffer» Henri Maillot est mort pour l'indépendance de l'Algérie. Le pieux Bachagha Boualem, qui l'a fait tuer, travaillait pour l'occupant français ! Relisons la lettre de Maillot aux médias : il était plus radicalement indépendantiste que ceux qui se revendiquaient de l'Islam, pas seulement les Oulémas mais aussi ceux qui, comme Ferhat Abbas, se réclamaient de cette école de pensée selon laquelle il valait mieux lutter pour l'égalité et la dignité avec le peuple français que se chercher artificiellement une patrie. A l'heure où s'implantait l'Islam réformateur des grands cheikhs sans aucune trace, alors, d'une mentalité insurrectionnelle, Henri Maillot prenait les armes contre l'armée française. Il ne cherchait pas à retenir ce que la France

avait de meilleur. Il cherchait le meilleur dans l'indépendance.

C'était sa foi d'homme, de militant, de communiste.

Alors, pour revenir à notre magistrat, comment ne pas plaindre l'éternité de sa nuit et toute l'ampleur de son incompréhension ?

A quelques mètres du tribunal de Tiaret, d'autres gamins du Sersou promis au servage sous l'occupant le sont restés sous le drapeau du pays libéré. Personne pour les libérer. Ils s'appelaient Mustapha, Hocine, Khaled, Saâd, Benaouda... Et on n'a pas de nouvelles du jeune Bouchadja.

Ils étaient partis sur une barque, de nuit, entre jeudi et vendredi, pour fuir la vie perdue dans ces faubourgs miséreux de Tiaret, dans cette cité Volani et dans ce Préfabriqué qui ressemblent à la prison, fuir Biban-Mesbah, la ferme Djellouli-Missoum et le lieudit Araâr. Ils étaient amis, peut-être parents...

L'histoire retiendra que le jour du 4^e anniversaire de la réélection de Bouteflika, on enterra ces onze garçons qui voulaient fuir le pays sur une barque trop petite.

Biban-Mesbah. A l'entrée du village, ils écrivaient ces tags que la commune effaçait à chaque fois : «C'est ici que s'arrête la vie.»

Pourquoi ?

Parce que la falsification de la mémoire ne bloque pas que le passé. Elle hypothèque surtout l'avenir.

S'il avait su comme Jacques Derrida, le philosophe disparu, l'enfant d'Alger qui deviendra par la suite l'un des plus célèbres penseurs contemporains, Derrida qui revendique de parler «comme Algérien devenu Français un moment donné», s'il savait porter un regard charnel et émouvant sur l'Algérie, notre procureur aurait appris à distinguer entre la foi et la religion. Mais il aurait surtout entendu battre le cœur de Biban-Mesbah.

«Nous aurions, me semble-t-il «contre l'oubli», un premier devoir : pensons d'abord aux victimes, rendons-leur la voix qu'elles ont perdue. Mais un autre devoir, je le crois, est indissociable du premier : en réparant l'injustice et en sauvant la mémoire, il nous revient de faire œuvre critique, analytique et politique. Nous n'accepterons plus de vivre dans un monde qui non seulement tolère les violences illégales, mais viole la mémoire et organise l'amnésie de ses forfaits. Notre témoignage critique doit transformer l'espace public, le droit, la police, la politique de l'archive, des médias et de la mémoire vive.»

Voilà ce que je méditerai aujourd'hui, sur la tombe d'Henri Maillot, enfant de Clos-Salembier, mort pour arracher d'autres enfants au servage, et dont aucune rue ne porte le nom.

M. B.